

AIN

France 2030 : ce que les élus pensent des annonces d'Emmanuel Macron

Le président de la République a annoncé, mardi 12 octobre, un plan d'investissements massif de 30 milliards d'euros afin d'éviter le déclassement économique du pays. Un programme dense qui couvre un large champ : démographie, aménagement du territoire, inégalités, éducation, nucléaire, éolien, industrie. Qu'en ont retenu les élus du département ? Tour d'horizon.

Que vous inspire l'intervention du président de la République ?

« Un inventaire à la Prévert sans âme »



Photo Progrès/Laurent THEVENOT

Florence Blatrix-Contat, sénatrice PS de l'Ain

« Cette intervention, c'est un inventaire à la Prévert sans âme. La présentation reflète une vision économique, entrepreneuriale, startuppéuse, sans aucune humanité. Le plan vise à masquer les échecs du quinquennat. Il n'y a qu'à voir le déficit commercial de 65 milliards d'euros cette année : on est le mauvais élève européen. En parlant d'éducation, une étude nous place avant-dernier pays européen en niveau de mathématiques. ! Si on ne donne pas de moyens au système éducatif, comment faire briller l'industrie ? Il manque beaucoup de pans pour que ce plan produise des effets. Pour l'agriculture, on se souvient que la loi Egalim 1 a été sans effets. On a voté la loi Egalim 2 mais ça reste insuffisant pour rattraper les salaires des agriculteurs. »

« La France n'a pas les moyens »



Photo Progrès/Catherine AULAZ

Damien Abad, député LR de l'Ain

« Investir dans l'avenir, le nucléaire, les nouvelles technologies, on ne peut qu'être pour. Le problème, c'est que la France de 2021 est endettée [et] détient le record de tous les pays de l'OCDE en matière de poids de la dette. Si bien que notre pays n'a pas les moyens d'investir aussi massivement. La majorité [est] dans une fuite en avant et dans la spirale du déficit. On attend d'avoir des choses pratiques et concrètes, notamment sur le nucléaire. J'attends des engagements clairs alors qu'on a plutôt eu droit de la part du président à un « en même temps » pour donner des gages à tout le monde. J'attends aussi qu'on définisse des secteurs clés dans lesquels on veut garder notre souveraineté si on ne veut pas que la France soit bradée au reste du monde. »

« Ambitionner de créer un Gafa français »



Photo Progrès/Laurent THEVENOT

Patrick Chaize, sénateur LR de l'Ain

« Que le président de la République parle si peu de numérique dans son plan peut paraître surprenant, mais rassurant. Aujourd'hui, l'acte politique est passé : le plan France Très Haut Débit prévoit le déploiement de la fibre optique partout en France d'ici à 2025. Les financements sont en place et l'objectif devra être atteint. Ce plan a le mérite d'exister même si le montant de 30 milliards d'euros est difficile à appréhender sans expertise précise. C'est un peu la traduction de la crise sanitaire qui a mis en évidence un certain nombre de manques. On doit redonner au pays indépendance et souveraineté. En ça, le plan pourrait aller plus loin en ambitionnant de créer un Gafa (géant du numérique) français. Il n'est pas trop tard. »

« La centrale peut faire partie des projets »



Photo Progrès/Catherine AULAZ

Stéphane Trompille, député LREM de l'Ain

« Récupérer de la souveraineté industrielle, alimentaire et énergétique est primordial et ambitieux. C'est important pour remettre la France au centre du jeu. C'est prévoir et anticiper l'avenir. Ces annonces ont déjà été faites en début de crise Covid par le chef de l'État, c'est dans la continuité du plan France relance. Ce plan va se décliner en local, c'est une certitude. Comme nous avons une centrale nucléaire sur notre territoire, elle peut faire partie des projets de nouveaux réacteurs. Les industriels aindinois ont aussi tout intérêt à se placer sur des plans de décarbonation et d'innovation. »



Avec la présence de la centrale du Bugey sur son territoire, la problématique de l'énergie est un sujet sensible dans le département. Photo EDF CNPE Bugey

« Cette vision n'est pas réellement lucide »



Photo Progrès/François LE STIR

Maxime Meyer, conseiller régional écologiste

« Le plan France 2030 repose sur l'idée que l'innovation va sauver l'humanité. Cette vision n'est pas réellement lucide. Sur le nucléaire : après le gigantisme des EPR, l'État veut se lancer dans la construction de mini-centrales. Plusieurs études pointent déjà le gouffre financier et l'aberration écologique que constitue cette technologie. Sur la voiture et l'objectif de produire 2 millions de véhicules électriques et hybrides : c'est ce que les citoyens auront gagné en qualité de vie lorsqu'ils seront dans les embouteillages ? Enfin, investir dans l'"aventure spatiale" et le "champ des fonds marins", ceux qui n'arrivent pas à se loger ou à manger [...] seront contents de l'apprendre. En tant qu'écologiste, je porte une autre vision de la France, plus proche des citoyens. »

« Il ménage la chèvre et le chou »



Photo Progrès/Laurent THEVENOT

Jérôme Buisson, responsable du RN dans l'Ain

« C'est bien qu'il constate le déclin de la France à la fin de son mandat. Ce plan est un effet d'annonce sans rien derrière. À quelques mois de la présidentielle, il joue le père Noël. C'est un peu ridicule. C'est un grand coup de com', on est dans la campagne présidentielle et on sort l'arrosier à euros pour se mettre le patronat dans sa poche. Il y a quand même des choses à prendre, d'autres à laisser. Il ménage la chèvre et le chou. Il n'est pas possible de développer la voiture électrique sans le nucléaire. Les Français attendent des mesures moins spectaculaires, comme des actions sur le prix de l'essence, du gaz ou de l'électricité pour se chauffer. Qu'on leur rende du pouvoir d'achat. »

« Les mini-réacteurs, ce n'est pas pour la France ! »



Photo Progrès/Jean Francois GRIMMER

André Moingeon, maire de Lagneu et vice-président de la communauté de communes de la Plaine de l'Ain

« Le président a évoqué le nucléaire parce qu'il ne peut pas faire autrement mais les mini-réacteurs qu'il évoque, ce n'est pas l'idéal pour un pays comme la France. C'est juste pour adoucir la pilule avec les "écologistes" ! Il faudra autant de démarches administratives pour implanter un petit réacteur que pour un gros. En France, nous avons tout le réseau électrique et les infrastructures pour de gros réacteurs, il faut remplacer les anciens réacteurs trop vieux par de nouveaux et ce serait mieux que ces mini-réacteurs. De toute façon les plans en période prélectorale, ce n'est jamais bon et cela ne me convainc pas. »